

---

## Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique

### *L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE*

Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020

---

## L'INSERTION DES DIPLÔMÉS EN GUINÉE : PROCESSUS ET CONTRAINTES

**Mamadou Gando BARRY**

*Professeur, Université Général Lansana Conté de Sonfonia Conakry, Guinée  
[gandobarry@hotmail.com](mailto:gandobarry@hotmail.com)*

**RÉSUMÉ** – La fin du XX<sup>ème</sup> siècle et le début du XXI<sup>ème</sup> siècle sont marqués dans de nombreux pays par le chômage et la précarité de l'emploi. Si la situation est variable d'un continent à l'autre et d'un pays à l'autre, il n'en demeure pas moins que l'époque est marquée par une situation d'emploi difficile et souvent instable. C'est dans ce cadre que nous nous sommes intéressés à l'insertion des diplômés du système universitaire guinéen. Cette étude vise à comprendre et à expliquer, comment à partir des formations complémentaires, les stages et les réseaux de relation de famille, les diplômés parviennent à s'intégrer sur le marché de travail guinéen. S'appuyant sur des données qualitatives collectées à Conakry Guinée de 40 diplômés universitaires issus de deux Facultés de l'Université de Conakry : la Faculté des Lettres et Sciences humaines et la Faculté des Sciences, elle tente :

- 1) de cerner les formations complémentaires et leur rôle dans l'accès à l'emploi;
- 2) d'expliquer ensuite le rôle des stages et le poids des relations dans le contexte guinéen.

Les principaux résultats montrent qu'en Guinée, les diplômés ayant connus simplement une formation principale connaissent après la sortie de l'Université une situation de chômage ou d'emploi précaire.

**Mots-clés** : Insertion, diplômés, Guinée-Conakry.

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs

### **Introduction et approche du problème**

Cette étude vise à comprendre et à expliquer, comment à partir des formations complémentaires, les stages et les réseaux de relation de famille, les diplômés parviennent à s'intégrer sur le marché de travail. S'appuyant sur des données qualitatives collectées à Conakry Guinée de 40 diplômés universitaires issus des Facultés des Lettres et Sciences Humaines et des Sciences, elle tente

- 1) de cerner les formations complémentaires et leur rôle dans l'accès à l'emploi.
- 2) d'expliquer ensuite le rôle des stages et le poids des relations dans le contexte guinéen.

L'objectif de ce texte n'est pas d'identifier le déroulement ou la configuration dans tous leurs détails de trajectoires d'insertion, mais plutôt d'en examiner les principaux éléments en mettant en relation la formation principale universitaire, les formations complémentaires et les réseaux de relations dans le processus d'accès à l'emploi dans le contexte guinéen.

Nous supposons l'hypothèse qui relie l'ensemble de ces questions est que l'appartenance familiale et le réseau des relations des familles exercent une influence décisive sur les trajectoires professionnelles des diplômés du système universitaire guinéen. En d'autres termes, l'origine familiale donne un avantage certain dans la recherche de l'emploi. Cet avantage se traduit par la possibilité de se faire offrir un stage en milieu de travail, le financement d'une formation complémentaire (en informatique, en anglais ou en gestion par exemple).

Nous montrerons en premier lieu l'impact des formations complémentaires dans l'accès à l'emploi, soit a) les types de formations, b) les compétences acquises après les formations, à être étroitement reliés à la formation initiale, ce qui accrédite la conception d'un marché du travail guinéen des diplômés fortement segmenté.

Nous montrerons en second lieu le rôle des stages dans l'obtention de l'emploi et le poids des relations dans le contexte guinéen. Pour tenter d'expliquer ce processus, nous avons fait appel aux données collectées pour illustrer le poids des relations (la corruption et le népotisme) dans le cas des diplômés de Conakry.

### **1- L'étude**

L'étude exploratoire sur l'insertion prend pour base un échantillon de 40 diplômés de l'Université de Conakry dont 20 de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines et 20 de la Faculté des Sciences. En effet, le choix de Conakry se justifie d'abord parce que la ville abrite plus de la moitié de la population urbaine du pays (51,1%) sur une population totale de 10 523 357 habitants (INS, 2014). Par conséquent, cette ville abrite le plus grand nombre de diplômés du système universitaire guinéen. En plus, l'Université de Conakry est la plus ancienne institution guinéenne d'enseignement supérieur.

Compte tenu du matériel à recueillir, nous avons choisi la méthode qualitative avec un usage conséquent de l'entretien qui, apparaissait comme le plus adéquat pour recueillir avec détail des données complexes sur la formation et l'insertion professionnelle au cours d'une période s'étalant sur deux ans.

Sur la base des données obtenues, nous mettons l'accent sur l'établissement du lien formations complémentaires, stages et réseaux relationnels en cherchant à répondre aux questions suivantes :

- a) les diplômés de l'Université de Conakry parviennent-ils à s'intégrer au marché de l'emploi, sous quelle condition, moyennant quels délais, aux prix de quelles difficultés ?
- b) quels sont les atouts dont disposent certains diplômés qui accèdent à l'emploi plus facilement que la majorité, dont l'accès au premier emploi demanderait plus de deux ans ?

c) quel lien peut-on établir entre la formation universitaire principale et le marché de l'emploi guinéen ?

## 2- Les formations complémentaires et leurs rôles dans l'accès à l'emploi des diplômés

La présentation des données issues de l'enquête effectuée dans le cadre de la présente recherche, a permis de discerner que les perceptions des diplômés sur certains points correspondent parfaitement alors que sur d'autres points cette correspondance n'est que partielle, quelques fois différente. Par exemple en ce qui a trait à la nécessité des formations en informatique, en anglais et en comptabilité-gestion; aux rôles des stages dans l'accès à l'emploi, les perceptions des interviewés convergent. Quant au poids des relations, les perceptions des répondants sont différentes.

Dans cette section, nous présentons successivement les types de formations, les compétences acquises et le rôle des formations dans l'accès à l'emploi.

### 2.1- Les types de formations

Pour la majorité des interviewés, les données montrent l'importance accordée par les diplômés à compléter leurs formations principales afin d'élargir les chances d'insertion. Dans ce cadre, les types de formations les plus sollicitées tant par ceux qui ont un emploi ou non, sont l'informatique, l'anglais, la comptabilité ou encore la gestion. Tous mettent l'accent sur la nécessité de faire ces formations pendant ou après les études universitaires.

Plusieurs types de formations sont à distinguer. Afin de faciliter la compréhension, nous avons regroupé les types de formation en trois. Dans le premier cas, il s'agit des répondants qui ont fait informatique et anglais ou qui comptent le faire (HLE1, HLE17, FSE29, FSE30 et HLE11)<sup>1</sup>

Pour cette catégorie, l'informatique et l'anglais sont considérées comme indispensables pour pouvoir être compétitif sur le marché du travail. C'est le cas de HLE14 qui d'ailleurs, a fait de multiples formations comme la comptabilité-gestion, l'informatique.

En fait, la volonté d'apprentissage des outils complémentaires ne constitue pas une difficulté majeure, mais le handicap, c'est la possibilité d'avoir de moyens financiers. Par exemple pour apprendre un logiciel comme Word, le diplômé doit payer 600 000 FG. C'est dire que ce ne sont pas tous les étudiants qui ont cette possibilité de pouvoir honorer un tel montant. Certainement certains répondants ont eu de la chance en faisant un stage dans un endroit où il y avait des ordinateurs mis à leur disposition. Par contre, pour ceux qui n'ont pas eu une telle chance, il serait nécessaire que les universités, les différentes Facultés prennent les dispositions pour pouvoir

---

<sup>1</sup> HLE= homme Lettres et Sciences Humaines, en emploi  
HLC= homme Lettres et Sciences Humaines, au chômage  
FLE= femme Lettres et Sciences Humaines, en emploi  
FLC= femme Lettres et Sciences Humaines, au chômage  
HSE= homme Sciences, en emploi  
HSC= homme Sciences, au chômage  
FSE= femme Sciences, en emploi  
FSC= femme Sciences, au chômage

faciliter l'accès à cet outil non seulement incontournable dans la formation des étudiants mais aussi lors de la recherche de l'emploi.

Dans le second groupe, il y a ceux qui ont fait comptabilité-gestion, "l'esprit d'entreprise" ou qui comptent le faire dès que possible. Pour beaucoup d'entre eux, la multiplication des formations favorise l'insertion professionnelle sur le marché de travail. Pour cette catégorie de répondants, les stages et les formations complémentaires constituent des atouts indiscutables pour décrocher un emploi en Guinée. Parmi eux, il y en a qui pensent que le fait d'avoir eu le courage de faire ces formations supplémentaires, leur a permis d'échapper au camp de diplômés sans emploi.

Dans le troisième groupe, les répondants ont fait des formations particulières en pédagogie de l'enseignement (HLE3) ou la langue allemande (FSC39 et HSE34) cela indépendamment de l'apprentissage de l'informatique. Dans ce groupe, se confirme davantage la nécessité de varier les formations complémentaires afin de s'adapter au marché de l'emploi guinéen. Comme le précise l'extrait ci-dessous :

*« Quand j'étais à l'université, je me suis débrouillé pour obtenir une formation en psychopédagogie ça c'est pour qu'à la fin de mes études universitaires je puisse me lancer dans l'enseignement. Elle m'a permis surtout de m'orienter sans attendre longtemps à la carrière enseignante. Ainsi, j'ai pu m'insérer dans l'enseignement dès ma sortie » (HLE3).*

Dans d'autres cas, les diplômés font la langue allemande comme formation complémentaire qu'ils pensent leur faciliter la recherche de l'emploi. En effet, en Guinée, il y a des sociétés qui favorisent le recrutement en leur sein de diplômés qui ont la maîtrise de la langue allemande comme la société d'importation de véhicules GETMA.

La crainte du chômage après les études conduit souvent les diplômés à multiplier les formations et d'avoir des compétences afin d'élargir leur chance d'insertion sur le marché de travail. En plus, comme l'a constaté Barry (2000), c'est sur le conseil des parents instruits que les diplômés se lancent dans de multiples formations. Ce qui expliquerait que certains diplômés fassent des formations complémentaires parallèlement aux cours universitaires. Cependant, il n'est pas toujours évident de cumuler et d'arriver au bout comme l'explique HLE11 :

*« Pendant mes études universitaires, je suivais parallèlement des cours d'anglais et d'informatique qui ont été bloqués à un moment donné faute de moyens financiers parce que je n'avais personne qui me prenait en charge. Pourtant, ces genres de formation peuvent bien aider pour la recherche de l'emploi et cela compte tenu de mes expériences sur le terrain à la recherche de l'emploi. Partout où je suis passé, les employeurs ont exigé la formation en anglais et en informatique ».*

Si certains ne parviennent pas à cumuler la formation universitaire et les formations complémentaires, d'autres le font correctement et parviennent à trouver un emploi. En somme, s'il y a plusieurs types de formations complémentaires que les répondants ont eu à faire ou comptent faire, afin d'élargir leur chance d'insertion professionnelle, celle de l'informatique reste prioritaire chez tout le monde suivi de l'anglais et de la comptabilité. Ensuite viennent les formations de circonstances (la pédagogie de l'enseignement, la langue allemande etc.).

## **2.2- Les compétences acquises après les formations**

De manière générale, les formations en informatique sont basées sur les logiciels de bureautique. Les répondants qui se sont prononcés sur la question concernant les compétences acquises après les formations complémentaires en informatique, ont majoritairement répondu être capables de faire du traitement de texte, de saisir et d'analyser des données d'enquête en Excel. Un sentiment de satisfaction et de confiance se dégage surtout dans le cas de saisie et de traitement des données d'enquête.

Or, si de façon générale les interviewés ont des compétences dans les logiciels comme Word et Excel, rares sont ceux qui disent avoir la maîtrise des logiciels de traitement des bases de données comme par exemple Access. Certains répondants de la Faculté des Sciences suivent des formations dans des logiciels scientifiques selon leur intérêt futur ou domaine de stage tel que : Mathematica et finissent par obtenir des compétences dans ces logiciels qui facilitent l'obtention d'emplois dans les projets ou ONG implantés en Guinée.

En outre des formations aux logiciels bureautiques et scientifiques, d'autres répondants ont élargi leurs compétences informatiques en cherchant à maîtriser la navigation et la recherche à partir du net. « Aujourd'hui, je ne suis pas un professionnel en la matière (recherche sur Internet), mais je me vante avoir navigué et de pouvoir tirer des informations sur le net à partir de ces nouvelles technologies » commente HLE3.

Concernant les compétences en anglais, tous ceux qui ont pu bénéficier de cette formation, dans la majorité des cas affirment se débrouiller dans la langue. Trois seulement disent avoir la maîtrise de cette dernière. D'ailleurs deux parmi les trois ont trouvé de l'emploi grâce à la maîtrise de l'anglais qui a été déterminant lors de leur test de recrutement. A notre avis, beaucoup de diplômés apprennent l'anglais, mais peu ont la compétence lors d'une entrevue ou d'un test d'embauche. Ceci constitue un handicap majeur dans l'accès à l'emploi en Guinée où la plupart des projets et organisations non gouvernementale (ONG) mettent l'anglais comme premier critère dans leur offre d'emploi.

Quant aux formations liées à la pédagogie de l'enseignement, tous ceux qui ont bénéficié d'une telle formation reconnaissent avoir obtenu de l'expérience, et sont capables de donner un enseignement efficace dans les classes du secondaire. Rappelons que ces formations sont payantes, du fait que tous les diplômés n'ont pas accès. Par conséquent chacun use de ses moyens pour parvenir à une telle compétence.

## **2.3- Le rôle des formations dans l'accès à l'emploi**

Sur la base des données colligées, les répondants, qu'ils soient en emploi ou au chômage, indiquent le rôle important des formations complémentaires dans l'accès à l'emploi en Guinée.

C'est pourquoi à la fin de leurs études, ils se voient dans l'obligation de faire des formations additionnelles pour accéder au marché de travail, du moins prétendre accéder à ce dernier.

Tous les répondants ayant obtenu un emploi sans une longue période de chômage, affirment que leur atout a été d'avoir suivi une formation supplémentaire avant la fin du cursus universitaire comme l'illustre l'extrait ci-dessous :

*« Moi, l'informatique m'a beaucoup aidé pour le boulot que je cherchais. On cherchait quelqu'un pour la saisie informatique des données des agences de la société qui m'a employé et comme en ce moment j'avais fait l'informatique, j'avais un diplôme, c'était un atout pour moi. Ça m'a beaucoup aidé dans l'obtention de mon emploi » (FSE30).*

Selon les répondants, indépendamment de la formation principale universitaire et des relations dont ils peuvent disposer, sans ces dernières, il serait très difficile, voire impossible de décrocher un emploi dans le contexte actuel de la Guinée.

Cela dénote combien de fois les formations complémentaires ont un rôle très important dans la recherche de l'emploi pour un diplômé et d'ailleurs, le plus souvent quand il y a par exemple des appels d'offre d'emploi, il est question que les diplômés présentent des dossiers ayant trait à une autre formation qu'ils ont faite ailleurs. C'est pourquoi, bon nombre d'étudiants s'intéressent davantage à l'informatique, à l'anglais comme c'est le cas aujourd'hui en Guinée partout où on demande des candidats, il y a ces deux compétences qui sont demandées indépendamment de la formation universitaire.

Même les répondants qui n'ont pas encore bénéficié des formations complémentaires pensent le faire dès que possible dans la mesure où elles constituent une alternative inévitable pour les diplômés en emploi ou en quête du premier emploi comme le précise HLE15 : *« Pratiquement je n'ai pas fait de formations complémentaires mais je pense faire une, surtout, je mise précisément sur la comptabilité gestion car mon emploi actuel est lié aux finances ».*

Dans une certaine mesure, les répondants estiment que le manque de formations supplémentaires constitue un frein dans l'accès à l'emploi notamment au niveau des ONG présentes en Guinée. En effet, la plupart des ces ONG privilégient dans leurs critères d'embauche la maîtrise de l'anglais ou de l'informatique, d'où la nécessité de faire ces formations comme l'illustre l'extrait suivant :

*« Le manque de maîtrise de l'informatique, le manque de maîtrise de la langue anglaise constitue un handicap pour moi. Puisqu'on n'est pas sans savoir que les produits scientifiques aujourd'hui sont en anglais. Quand bien même chez nous ici (la Guinée) c'est un pays francophone, mais l'apprentissage de l'anglais peut conduire à une réussite de 60% sur le marché de l'emploi particulièrement dans les ONG » (HLC13).*

En somme, il faut rappeler que si tous les répondants s'accordent de façon générale sur le rôle des formations complémentaires dans l'accès à l'emploi en Guinée, cependant, dans leur majorité, ils focalisent leur apprentissage sur l'informatique et l'anglais qui sont les plus sollicités par les employeurs. Ce qui suppose que les diplômés font ces formations en fonction de leurs objectifs de recherche d'emploi.

L'interprétation des données relatives à cette section permet de comprendre que les perceptions des interviewés sont similaires au niveau des deux Facultés quant à la nécessité des formations complémentaires afin de s'insérer sur le marché de l'emploi. Ainsi, le fait d'avoir une possibilité de faire une autre formation que la principale, donne des chances d'insertion.

Par ailleurs, après l'étape transitoire de trois, six ou neuf mois de formations supplémentaires, le diplômé cherche véritablement à confirmer ses compétences soit en informatique ou en anglais. En effet, c'est lorsque le diplômé sait faire du traitement de texte, de saisir et d'analyser de données d'enquête que la plupart des employeurs songent à l'embaucher. De plus, la maîtrise d'Access et/ou l'anglais fait l'objet d'une appréciation positive de la part des employeurs qui privilégient la gestion des bases de données et la compréhension de l'anglais.

Pour saisir cette situation, on doit dire que les entreprises guinéennes disposent de très rares analystes programmeurs. Ce qui explique en partie leur exigence de la connaissance des logiciels de gestion de bases de données. L'apprentissage de l'informatique et de l'anglais est donc une démarche importante pour le diplômé car l'acquisition de compétences entraîne des modifications importantes dans sa vie d'insertion professionnelle.

Cette situation présente en Guinée existe aussi dans d'autres pays comme le Canada où l'étude réalisée par Audet (1995 : 484) dans le cadre de l'Université de Montréal montre que l'informatique occupe une place de choix car, d'après cette étude, les diplômés de la filière informatique, après 12 semaines de leur sortie ont une insertion de 100%.

Une autre étude réalisée par Piché et Ouédraogo (1995) au Mali, et au Sénégal confirme nos recherches faites en Guinée en montrant que de manière globale, la maîtrise de l'informatique constitue un atout d'insertion sur le marché de l'emploi.

Un autre point non moins important à souligner c'est l'écart constaté entre la sortie de l'Université et la soutenance du mémoire. En fait, sans le diplôme, pas de possibilité de postuler à un emploi donc l'étudiant reste dans le chômage. Même après la soutenance de son mémoire, le diplômé est confronté à des lenteurs administratives pour l'acquisition de celui-ci. Ensuite, pour ces répondants, ils préfèrent se consacrer à des "stages pratiques" dans des entreprises afin d'obtenir une certaine expérience professionnelle. Cette « fameuse » expérience est régulièrement mise en avant dans les offres d'emploi. C'est pourquoi, Dans une étude de PADES (1998), on constate, pour la majorité des répondants, il s'écoule plus d'une année avant d'accéder au premier emploi. Pour les autres répondants, ils n'ont accédé au premier emploi que 24 mois après la soutenance.

### **3- Les modalités d'insertion sur le marché du travail**

Dans cette section, je traite du rôle des stages dans l'obtention de l'emploi, ensuite du poids des relations dans le contexte guinéen, plus spécifiquement du rôle des parents/amis

### 3.1- Le rôle des stages dans l'obtention de l'emploi

Pendant longtemps, l'État guinéen était le principal, si non l'unique employeur des diplômés. Or, aujourd'hui la recherche de l'emploi est du ressort des diplômés. C'est pourquoi, dans le contexte guinéen, comme d'une part, la fonction publique recrute rarement ou pas du tout depuis plus d'une décennie. D'autre part, le taux très faible d'embauche dans le secteur privé, les stages et formations complémentaires sont devenus des étapes incontournables dans le processus d'accès à l'emploi.

Par rapport au rôle des stages dans l'obtention de l'emploi, les avis des répondants sont partagés. La grande majorité des interviewés pensent que les stages constituent un moyen d'insertion efficace sur le marché de travail. Dans une certaine mesure, les répondants estiment que faire le stage permet de casser certaines barrières dans l'accès à l'emploi comme les offres d'emploi qui nécessitent une expérience d'au moins deux à trois ans. Pour cette catégorie de diplômés, à défaut d'un emploi, il faut nécessairement passer par un stage afin d'enrichir son expérience et pouvoir accéder à certaines catégories d'emploi notamment avec les institutions comme le PNUD, l'UNICEF qui sont des employeurs potentiels des diplômés.

Si la grande majorité des interviewés pensent que les stages constituent un moyen d'insertion efficace dans la mesure où les diplômés qui réussissent à faire un stage quelque part, ont plus de chances d'être retenus dans leur lieu d'apprentissage, d'autres jugent que le stage ne permet pas toujours de décrocher un emploi. Au contraire il contribue à enliser davantage le diplômé. D'ailleurs, certains interviewés restent dans un stage plus de deux ans dans l'espoir d'être embauchés un jour. Mais malheureusement beaucoup finissent par ne pas être employés. Dans une telle situation, les stagiaires se retrouvent à la case de départ. En effet, il faut le souligner quelques fois, les employeurs profitent de la main-d'œuvre abondante pour renouveler les stagiaires et faire fonctionner leurs entreprises sans recruter. Ainsi, les diplômés passent d'un stage à un autre pendant plusieurs années comme le montre l'extrait suivant :

*« Il y a de lieux de stage où tu peux faire 6 à 7 mois, quelque fois même des années, tu ne seras pas employé. L'exemple le plus frappant en Guinée c'est la Radio Télévision Guinéenne, il y en a qui ont fait déjà 11 ans de stage ils ne sont pas employés. Mais ils vivent de cela et ils ne peuvent pas quitter » (HLE19).*

Si les stages constituent un moyen d'insertion professionnelle, les diplômés n'en déplorent pas moins que l'accès à ces derniers soit difficile pour eux. Certains disent rencontrer des obstacles tels que le refus catégorique de certaines entreprises de les prendre, le manque d'attention à l'égard des stagiaires par les maîtres de stage.

Sur la base des données colligées, il apparaît que le stage donne une aptitude pour la recherche de l'emploi ou l'emploi dans la mesure où dans certains ministères ou offices, on embauche le diplômé, parce qu'il a fait deux ans de stage et maîtrise le travail maintenant. Et même les milieux de stages qui n'ont pas la possibilité d'embaucher les stagiaires sont considérés comme indispensables par les répondants dans l'accès à l'emploi.

L'analyse des résultats sur le rôle des stages dans l'obtention de l'emploi permet de comprendre que la valorisation des stages par les répondants va en conformité avec les perceptions des employeurs qui privilégient ces aspects chez eux. En effet, on note une forte adéquation entre les

perceptions des répondants et celles des employeurs sur la nécessité de commencer par un stage. L'importance accordée au stage trouve sa justification dans les traditions des entreprises guinéennes depuis plus d'une décennie. En fait, les répondants préfèrent passer par les stages pour accéder aux emplois ; pour cela, ils font ce qu'il faut pour augmenter leurs chances d'insertion. De cette manière, ils agissent en conformité avec les attentes de leurs employeurs potentiels.

La valorisation du stage qui se manifeste tant chez le diplômé que chez l'employeur potentiel s'explique en grande partie par le fait que cette force de main d'œuvre participe à la bonne marche des entreprises mais aussi l'insertion professionnelle des répondants.

C'est dire contrairement à ce qu'on est porté croire à première vue, l'insertion professionnelle des diplômés de l'Université de Conakry n'est pas aisée. Des situations similaires à celle existant à l'Université de Conakry ont été observées dans certains pays industrialisés notamment Européens tels la France et l'Allemagne. Parlant de la situation française, D'Iribarne (1990 : 175), fait le constat suivant :

« Dans les pays industrialisés, on pourrait être porté à penser, à première vue, que les diplômés universitaires, étant donné leur niveau de scolarité élevé ou la sélection dont ils ont fait l'objet, rencontrent peu de problèmes d'insertion professionnelle. Ils ont en effet un avantage relatif sur le marché du travail. Mais il importe, pour apprécier cet avantage, de replacer celui-ci dans la perspective du secteur public qui constituait le principal débouché de l'enseignement supérieur. En effet, le secteur public a subi, au cours des années 80, suite aux pressions sur les dépenses publiques, des transformations telles qu'il n'offre plus les mêmes possibilités de recrutement alors que l'enseignement supérieur a continué de se développer »

Aussi, le fait de valoriser le stage équivaut en quelque sorte à assurer le renouvellement des stagiaires au sein de leurs entreprises en ce qui concerne les employeurs, et une manière de se trouver de l'emploi pour les diplômés.

La combinaison de ces différents paramètres pour accéder à un emploi est la conséquence de l'inadéquation formation/emploi qui caractérise les pays africains.

Par exemple, l'étude de Lachaud (1994), réalisée au Mali, indique que le déséquilibre formation/emploi affecte le marché du travail de sorte qu'il n'absorbait au cours des années 1990 qu'entre 30 et 50% des diplômés de l'enseignement supérieur.

Cette situation caractérisant la Guinée, est présente ailleurs au Québec où l'insertion de certains diplômés est à plusieurs égards problématique, du moins elle est devenue en cette fin de siècle plus complexe dans la mesure où les rapports formation/emploi se sont transformés de différentes manières (Trottier, Diambomba et Perron, 1995 : 196). Pour ces auteurs, souvent, la formation initiale universitaire ne peut trouver à s'actualiser, au moins sur le court terme. Tel est par exemple la situation au Québec où de fortes proportions de diplômés de l'enseignement supérieur ne trouvent que des emplois précaires ou encore sans rapport avec leur formation. On peut donc conclure à propos du rôle des stages que dans certains cas les perceptions des diplômés sont en conformité avec les réalités du marché de l'emploi guinéen.

### 3.2- Le poids des réseaux de relations dans le contexte guinéen

Dans le contexte guinéen, le réseau relationnel occupe une place importante lors de la recherche de l'emploi. D'une manière générale, les répondants en emploi déclarent majoritairement avoir fait usage de leurs relations afin d'accéder à un emploi. Même ceux qui sont encore à la recherche d'un emploi comptent également faire usage de leurs relations si l'opportunité s'offre à eux. Dans l'une ou l'autre catégorie de ces répondants, le réseau relationnel constitue une ressource à l'insertion à côté des formations et des stages effectués.

Cette réalité du marché de l'emploi guinéen corrobore la théorie de Kelley (1976 : 99) sur l'accès à l'emploi, théorie selon laquelle :

*« C'est un avantage permanent que de naître dans une famille ayant un statut élevé. Cet avantage se manifeste à l'école et lors de l'obtention du premier emploi, ce qui a pour la suite des effets durables sur la carrière d'une personne ».*

En d'autres termes, l'origine familiale donne un avantage certain dans la recherche de l'emploi. En Guinée, cet avantage se traduit par la possibilité de se faire offrir un stage en milieu de travail, le financement d'une formation complémentaire ou la création de sa propre entreprise.

Cette situation n'est pas spécifique à la Guinée. Une étude réalisée au Canada par Guédon (2000), confirme cette analyse en montrant que : « Les diplômés soutenus par un milieu familial bien pourvu sur le plan socio-économique, ceux qui peuvent s'identifier à un père heureux au travail ou ceux qui savent utiliser les ressources mises à leur disposition sont en meilleure position d'insertion que les diplômés dépourvus de soutien social et contraints à se tourner vers des "jobines" de survie plus ou moins déviantes ». Cette position est partagée par certains auteurs comme Fournier (2000) et Gauthier (2000) qui soutiennent que les diplômés pénalisés par une histoire familiale tumultueuse, par des difficultés scolaires chroniques, courent plus de risque de s'exclure à long terme du marché de travail régulier.

On peut distinguer deux catégories de répondants :

La première regroupe ceux qui ont obtenu un emploi par le biais de leur réseau relationnel qu'ils soient dans le secteur privé ou public. Pour les répondants, sans une relation amicale ou familiale, c'est très difficile d'avoir un emploi en Guinée. Il faut être recommandé ou avoir des parents qui soient bien placés.

Les données recueillies au cours des entrevues montrent qu'à l'Université de Conakry, dans le cas des diplômés dont les parents n'ont pas les possibilités financières, ils utilisent leur réseau relationnel (amis, professeurs, cousins, tantes, oncles etc.) pour bénéficier des formations complémentaires. Cette réalité du marché de travail guinéen n'est pas unique en son genre. Si on se rapporte par exemple aux écrits de Granovetter (1992) in "The Strength of Weak Ties", cet auteur précise que, le plus souvent, l'accès au marché de travail se passe beaucoup plus par des relations lointaines que des relations issues directement des parents.

Ce phénomène d'usage de relation pour décrocher un emploi n'est pas propre à la Guinée. Des situations similaires ont été observées dans une étude faite au Mali par Piché et Antoine (1995). Les auteurs de cette étude révèlent que c'est à travers les réseaux sociaux, parentaux et culturels que les jeunes diplômés parviennent à s'insérer sur le marché urbain de Bamako.

La seconde catégorie regroupe les répondants n'ayant pas encore de l'emploi mais qui envisagent de faire usage des relations pour leur insertion. Ils estiment indépendamment de leurs formations universitaires et des compétences dont ils disposent, sans les relations il serait très difficile de se trouver un emploi. Si certains répondants pensent seulement faire usage de leurs relations, d'autres vont plus loin pour expliquer l'impact du réseau relationnel sur le marché de l'emploi guinéen tout en dénonçant certaines attitudes qu'ils considèrent inconcevables telle que la relégation au second plan du volet formation et la primauté des relations qui conduisent souvent à des pratiques de népotisme comme l'explique HSC24:

*« Je connais un ami, il a fait un test, c'était pour occuper un poste vacant d'expert comptable. L'expert comptable était rentré, il fallait le remplacer par un guinéen. Un test formel a été organisé, mais il se trouve que son père était un haut responsable du ministère dont relevait l'entreprise en question. Donc l'ami a été "pistonné" comme on le dit vulgairement et aujourd'hui il occupe ce poste, il est très bien payé avec une voiture de commandement à sa disposition, un chauffeur sans compter d'autres avantages. Alors qu'en réalité, il n'a pas les compétences requises pour exercer cette fonction ».*

Cette situation caractérisant les diplômés universitaires guinéens est présente ailleurs comme au Mali où certains diplômés font appel à la « solidarité familiale » pour accéder à un emploi. D'ailleurs, l'étude de Gerard (1997) portant sur « marginalisation et recherche d'intégration des "jeunes diplômés Bamakois au chômage » démontre le besoin de relations par les diplômés dans leur insertion professionnelle. Cette étude révèle que 81,6% des jeunes interrogés estiment que, sans les réseaux de relations, on ne peut pas trouver de travail à Bamako ; 58,5% des diplômés qui travaillent ont obtenu leur emploi par ce moyen.

D'ailleurs, en Guinée, suite à plusieurs déceptions aux résultats de test de recrutement, certains répondants considèrent désormais les réseaux relationnels ou les moyens financiers comme l'unique possibilité pour accéder à un emploi.

Par exemple, en ce qui concernant les tests de recrutement, selon nos interviewés, on demanderait entre 5 000 000 et 10 millions de FG<sup>2</sup> pour trouver un emploi dans le secteur public. Toujours, selon nos répondants, une fois que la somme demandée est acquittée, plus besoin de se soucier du déroulement du concours. Ce qui compte c'est de savoir à qui donner, à quel moment le donner, un arrêté ministériel sortira pour indiquer que le diplômé est employé.

L'interprétation des données de la présente section permet de conclure que d'une manière générale à 90%, les répondants (qu'ils soient en emploi ou non) sont unanimes sur l'influence des réseaux relationnels en Guinée. On constate que les perceptions des répondants et singulièrement celles des

<sup>2</sup> Environ entre 735 et 1470 dollars canadiens au moment de notre collecte de données.

personnes ayant obtenu de l'emploi sont congrues avec les conceptions de ceux qui n'ont pas encore d'emploi.

Tout d'abord, l'usage des relations pendant la quête d'emploi est fortement conseillé, cette démarche devant s'effectuer bien avant la fin des études. La préparation du point de "chute" se fait le plus souvent pendant les études. Dans la même optique, certains répondants comptent seulement sur l'appui des parents afin d'accéder au marché de l'emploi.

En effet, en Guinée, les réseaux de familles constituent les principales ressources pour accéder à un emploi. Cette lecture sociologique sur le rôle du réseau familial dans l'accès à l'emploi est partagée par Paul et Renaud (1976), qui défendent l'idée selon laquelle un fils qui vient d'une famille de statut élevé obtient des ressources économiques dont il se sert pour acquérir une éducation, de l'équipement et des réseaux de relations.

C'est ce que certains auteurs comme Granovetter (1995), rapporté par Sales (1998) considèrent comme réseaux de "petits liens" qui sont quelques fois plus porteurs que le réseau familial en matière d'insertion professionnelle. Ce point de vue est partagé par Nicole-Drancourt (1995) quand elle arrive à la conclusion que les diplômés sortants des instituts de technologies de l'Université de Franche compté accèdent au premier emploi principalement par le biais de réseaux d'anciens amis étudiants.

D'ailleurs, certains auteurs, comme Sales (1995), font remarquer que les facteurs comme le parcours scolaire, le niveau et le type de diplôme n'expliquent pas tout sur l'accès au premier emploi puisque des personnes ayant le même cursus scolaire peuvent avoir des parcours professionnels différents. Ainsi, pour Sales (1995), à niveau de diplôme identique, l'accès à l'emploi des jeunes issus de milieux favorisés/et ou ayant des relations se passe dans de meilleures conditions comparativement aux autres jeunes. En fait, il semble se dégager que l'origine sociale traduit implicitement la capacité à recourir à des réseaux professionnels, familiaux ou amicaux constitués par l'entourage familial pour accéder au premier emploi.

Cette lecture met donc au centre de la réflexion le réseau de famille et son rôle dans le rythme de l'insertion professionnelle des individus et de leur ascension sociale. Selon les termes de Passeron (1970 : 27) :

*« Tout sous système familial joue un rôle essentiel dans le processus d'insertion à l'emploi en modelant les ambitions de chaque membre de la famille au statut social familial. La famille détermine donc, en première instance, l'accès et, par la suite, le maintien à l'emploi. L'emploi, à son tour, fournit des compétences et prépare les individus dans l'occupation des positions sociales disponibles ».*

Pour le cas de la Guinée en général et de l'Université de Conakry en particulier, les diplômés ont des chances différentes de réussir l'insertion. Pour réussir, le réseau familial joue effectivement un rôle capital. Le réseau familial joue ce rôle par sa position sociale, ses capitaux (culturels et économiques) et sa structure. Il continuera à jouer un appui important pendant la formation, par la mobilisation des ressources, mais pendant la recherche de l'emploi par la mobilisation d'autres types de ressources (des stages et des formations complémentaires).

## **Conclusion**

Cette étude exploratoire avait pour but de comprendre l'insertion professionnelle d'un petit échantillon de diplômés du système universitaire guinéen formés à l'Université de Conakry. Sur le plan de la problématique, l'analyse qui cible la sortie du système universitaire et l'insertion dans le marché du travail a été privilégiée. En fait, elle encline à cesser de considérer l'insertion professionnelle comme un simple passage sans interruption du système universitaire au marché du travail. Elle se définit plutôt comme un processus se déroulant sur un laps de temps pendant lequel s'entrecroise une conjugaison de situations allant de la formation principale, aux formations complémentaires, aux stages, à la recherche de l'emploi, à l'emploi, au chômage ou à l'exclusion (inactivité). L'analyse vient remettre en question le lien entre la formation reçue et l'emploi chez les diplômés universitaires guinéens. D'où l'éternelle question de l'inadéquation de la formation et de l'emploi.

Comme on l'a montré plus haut, ce sont les diplômés de la Faculté des lettres et Sciences Humaines qui présentent la meilleure situation d'emploi après la sortie de l'Université. Contrairement à ce qu'on est porté croire habituellement que les diplômés de la Faculté des Sciences auraient dû avoir une meilleure insertion professionnelle par rapport à ceux qui ont fait Lettres, ils sont les plus touchés par le chômage. Les besoins de formations complémentaires indiquent que contrairement à la logique habituelle, la formation universitaire principale ne suffit plus pour permettre aux diplômés de décrocher un emploi en Guinée.

Une autre tendance est apparue de façon évidente et corroborée par d'autres études. En fait, il appert qu'en Guinée, l'ensemble des diplômés ayant connus simplement une formation principale connaît après la sortie de l'Université de Conakry une situation de chômage ou d'emploi précaire. Cela explique pourquoi une grande proportion d'entre eux choisit de faire une formation complémentaire dans le but évidemment d'augmenter leurs chances d'occuper un emploi même si ce dernier n'est pas relié à leur formation universitaire.

Selon PADES (1998), la participation à un stage semble (60% des répondants), pour les auteurs de cette étude, la voie royale pour obtenir un emploi en Guinée. A ce niveau, notre étude recoupe à celle de PADES et confirme en même temps notre hypothèse de recherche que les stages sont incontournables pour décrocher un emploi sur le marché de travail guinéen.

Par ailleurs, contrairement à l'étude menée par le PADES qui révélait que les diplômés des Institutions d'enseignement supérieur en situation de chômage ou pas, jugent assez positivement la formation universitaire, notre recherche montre que les diplômés de l'Université de Conakry en situation de chômage ou pas ne jugent pas assez positivement la formation reçue. Cette appréciation

de la formation, nos répondants la confirment en portant un regard négatif sur les programmes enseignés par rapport aux besoins du marché de l'emploi guinéen. Même si une minorité trouvait la formation universitaire bonne.

A propos du chômage, la comparaison montre que ce sont les diplômés ayant fait au moins une formation complémentaire (soit en informatique, soit en anglais ou encore en comptabilité-gestion) qui tirent le mieux leur épingle du jeu, le fait est qu'aujourd'hui en Guinée, sans une formation supplémentaire, sans un stage, il est difficile voire impossible de décrocher un emploi.

En plus, les interviewés retenue confirment dans leurs discours le rôle des réseaux relationnels dans le contexte guinéen afin de décrocher un emploi. L'ensemble des répondants est unanime sur le fait que ces pratiques se font régulièrement sur le marché de l'emploi guinéen. Ce phénomène est accentué par la corruption et le népotisme.

## RÉFÉRENCES

- Antoine Philippe et Piché Victor. 1998. «L'insertion à Dakar et à Bamako : une comparaison des itinéraires » in Antoine Philippe, Ouédraogo Dieudonné et Piché Victor. *Trois générations de citoyens au Sahel, trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako*, Paris, l'Harmattan, pp. 11-32.
- Audet, Marc. 1995. *Qu'advient-il des diplômés des universités; la promotion de 1992*, Québec, Les publications du Québec.
- Barry et al., 2000. *Le profil des étudiants de première année de l'université de Conakry*, Travaux et documents, Université de Conakry, août, 64 pages
- Bernard, Paul et Renaud Jean. 1976. « La mobilité sociale : Pour qui? Pour quoi? », *Sociologie et Sociétés*, 8 (2), 135-140.
- Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude. 1970. *La reproduction*, Paris, Éditions de Minuit.
- D'Iribarne, Philippe. 1990. *Le chômage paradoxal*, économie en liberté, Paris, PUF
- Diambomba Miala Perron Madeleine et Trottier Claude. 1995. *Les cheminements scolaires et l'insertion professionnelle des étudiantes et étudiants de l'université*. Éléments d'un bilan d'études au Québec. Les cahiers du Labraps, série Études et documents, volume 10. Sainte-Foy, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Laval.
- Fournier Geneviève et Monette Marcel (sous dir.). 2000. *L'insertion socioprofessionnelle : un jeu de stratégie ou un jeu de hasard ?*, les Presses de l'Université Laval
- Gauthier Benoît (sous dir.). 2000. *De la problématique à la collecte des données*, Recherche sociale, Presses de l'université du Québec, Sainte-Foy.
- Gérard Étienne. 1997. « La lettre et l'individu : marginalisation et recherche d'intégration des "jeunes diplômés" bamakois au chômage », in Alain Marie (éd.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, pp. 203-248
- Granovetter Mark. 1992. *Le marché autrement: les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Granovetter Mark. 1995. *Getting a Job : a Study of Contacts and Careers*, Chicago, University of Chicago press.
- Guédon Jean-Claude. 2000. « La communication scientifique à l'épreuve de l'Internet. L'émergence d'un nouveau modèle (Josette de la Vega) », *Réseaux*, 6 (104), 335-340
- Guinée/PADES. 1998. *Évolution de la situation des diplômés sans emploi à la recherche de travail salarié et/ou d'auto-emploi*, Conakry.
- Institut National de la Statistique. 2014. Recensement général de la population et de l'habitation, rapport d'analyse des données du RGPH3, Conakry (Guinée).

- Kelley, J. 1976. « L'influence de la richesse et de l'origine familiale sur la carrière professionnelle: théorie et données transcultées », in *Sociologie et Sociétés*, volume 8 N°2, PUM, pp 99-114.
- Lachaud Jean Pierre. 1993. *L'ajustement structurel en Afrique francophone*, Genève, Institut international d'études sociales.
- Lachaud Jean Pierre. 1994. *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique subsaharienne : analyse comparative*, Genève, Institut international d'études sociales, pp. 142-182.
- Nicole-Drancourt Chantal. 1995. « Mesurer l'insertion professionnelle », in *Revue française de sociologie*, vol. XXXV, édition du CNRS, pp. 37-68.
- Observatoire de la population étudiante et sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'Université de Conakry. 2000. *Rapport sur l'insertion professionnelle des anciens étudiants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Conakry (1987-1997)*, Conakry.
- Sales Arnaud. 1998. *Les défis des marchés du travail des travailleurs du savoir*, Montréal, Université de Montréal, Département de Sociologie.
- Sales Arnaud, Louis Maheu, Gilles Simard et Réjean Drolet. 1998. *Qui sont les étudiants de l'Université de Montréal ? Le profil socio-économique de l'étudiant*, propos de Arnaud Sales résumé dans *Dire*, vol.7, n°3, pp. 42-45.
- Sales, Arnaud, Gilles Simard et Claire Durand. 1995. "*Professionnels, Managers et Propriétaires : Les trajectoires structurelles d'emploi des diplômés universitaires*", Actes du Colloque international Entreprises et Sociétés: Enracinement, mutations et mondialisation, organisé à Montréal par l'Association internationale des sociologues de langue française, 50 pages.
- Trottier Claude, Cloutier Renée et Laforce Louise. 1994. Typologie de l'insertion professionnelle des personnes diplômées de l'université, in *la Revue canadienne d'enseignement supérieur*, vol. XXIV-2 pp. 72-86
- Trottier Claude, Diambomba Miala et Perron Madeleine. 1995. *Les cheminements scolaires et l'insertion professionnelle des étudiants de l'université : perspectives théoriques et méthodologiques*, les presses de l'université de Laval, Sainte-Foy